

Pour protéger ce patrimoine...

Ce document vous est proposé par l'association **Pierre Sèche en Vaucluse** en partenariat avec le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (**CAUE**) du département de Vaucluse, ainsi que les associations et organismes spécialisés dans le patrimoine en pierre sèche. Ils vous apporteront, chacun, leur concours à différents stades de la protection et de la valorisation de ce patrimoine :

- **Le CAUE, le PNR du Luberon et leurs architectes-conseils**, pour examiner en amont le mode de protection le mieux approprié à votre territoire. [www.caue84.fr / 04 90 13 49 50 – www.parcduluberon.fr / 04 90 04 42 00].
- **Les associations**, qui ont réalisé et cartographié les inventaires pour vous les présenter et les exploiter au mieux, dans le cadre d'un accord de coopération, entre autres :
Pierre Sèche en Vaucluse pour les communes de Cabrières, Fontaine de Vaucluse, Le Beaucet, La Roque sur Pernes, Saumane. [www.pierre-seche-en-vaucluse.fr / 04 90 20 71 82],
l'APARE pour les communes de Apt, Bonnieux-Buoux, Caseneuve, Gordes, Lacoste, Ménerbes, Saint Martin-de-Castillon, Saint Saturnin-lès-Apt, Viens, Villars. [www.apare-gec.org / 04 90 27 08 61].
- **Les services publics** compétents qui étudient avec vous les protections et/ou modes de gestion :
le **STAP**, Service territorial de l'architecture et du patrimoine agissant au nom de l'Etat. [sdap.vaucluse@culture.gouv.fr / 04 90 82 82 70],
le **Service de l'environnement** du Conseil général de Vaucluse, pour la protection des Espaces naturels sensibles au nom du département et des communes. [gilles.briere@cg84.fr / 04 90 84 49 20],
Le **Service culture et patrimoine** du Pays d'art et d'histoire de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (COVE), pour toutes initiatives patrimoniales sur son territoire. [culture-patrimoine@ventoux-comtat.com / 04 90 67 69 21].
- **Les professionnels qualifiés** pour la réhabilitation ou l'édification d'ouvrages en pierre sèche : les entreprises indépendantes spécialisées, les entreprises d'insertion et les associations. Ils étudieront avec vous toutes formes de valorisation de vos sites et bâtiments. Pour vous informer :
la **Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Vaucluse** [www.cm.avignon.fr / 04 90 80 65 65],
l'Association des murailleurs de Provence [lesmurailleursdeprovence@hotmail.fr / 04 90 67 09 71],
l'APARE [www.apare-gec.org / 04 90 27 08 61],
la **Maison des Métiers du Patrimoine** [mdmpchantiers@orange.fr / 04 90 71 33 10].



Caromb, ENS du Paty:
bancaus de la Pré Fantasti,
réhabilités par l'UPR du Ventoux

La pierre sèche *mémoire des collines*

**une responsabilité publique
de mise en valeur**

- **Sauvegarder un héritage culturel**
- **Gérer son environnement naturel**
- **En faire un atout éco-touristique**

Un patrimoine menacé d'oubli

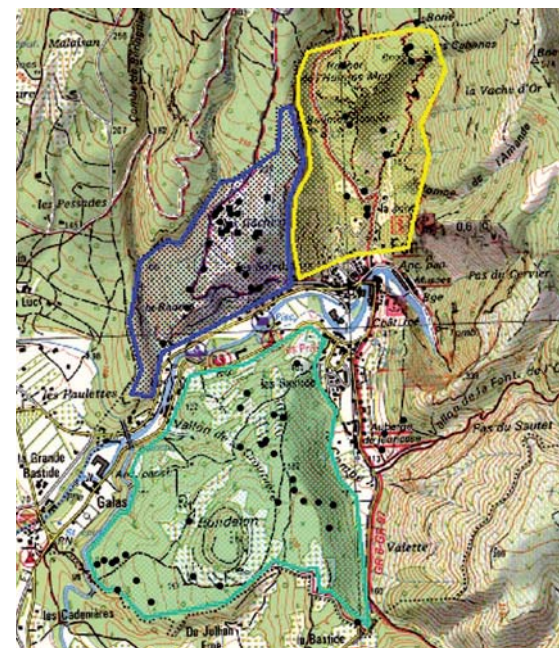
Les constructions en pierre sèche ont façonné nos paysages de collines, du Luberon, des Monts de Vaucluse et du Ventoux. Elles constituent un patrimoine remarquable de cabanes ou « bories », de murs de restanque ou d'enclos, de sols caladés, etc. Tous ces édifices ont une double valeur culturelle et environnementale, de par leur rôle mémoriel et fonctionnel : les terrasses assurent la stabilité des versants et la gestion de leurs eaux, les murets maintiennent un micro-climat et servent de refuge à des espèces animales et végétales...

Un patrimoine connu et cartographié, à intégrer dans les documents d'urbanisme

Les sites et ensembles bâtis à pierre sèche ont été largement inventoriés et cartographiés par des associations dans 16 communes du Vaucluse avec le soutien de l'Etat, du Département, de la Région et des Communes. Ils sont facilement intégrables dans les SCOT et dans les règlements et documents graphiques des PLU.

La protection de ce patrimoine passe par une reconnaissance officielle et les documents de planification territoriale, établis sous la responsabilité des collectivités, sont le plus à même de le faire. Les SCOT et les PLU, en particulier leur Projet d'aménagement et de développement durable (PADD), peuvent respectivement déterminer : « les conditions permettant d'assurer [...] la protection des sites, des milieux et paysages naturels, [...] la sauvegarde [...] du patrimoine bâti. » Art. L 121.1 du code de l'urbanisme

Par nature intercommunal, le SCOT peut intégrer dans son diagnostic et ses orientations de gestion, l'existence du patrimoine pierre sèche qui caractérise les espaces ruraux d'autrefois, reconnus par des inventaires communaux.



Simulation de secteurs à protéger à partir d'une carte d'inventaire du patrimoine en pierre sèche

Le rôle clé du PLU

Le PLU, sur la base de l'inventaire cartographié annexé au PLU, reporte dans ses différents zonages les constructions en pierre sèche isolées ou faisant partie d'un ensemble remarquable, conformément à l'article R 123.11.h du code de l'urbanisme qui permet d'identifier les « éléments de paysage [...], monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique, et notamment les secteurs dans lesquels la démolition des immeubles est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir ».

Ainsi peut-on formuler dans le règlement du PLU : « Sur l'ensemble du territoire de la commune, la démolition des constructions en pierre sèche mentionnées dans l'inventaire annexé au PLU, est strictement interdite sauf autorisation exceptionnelle dûment justifiée et délivrée par le Maire dans le cas d'une demande de permis de démolir ».



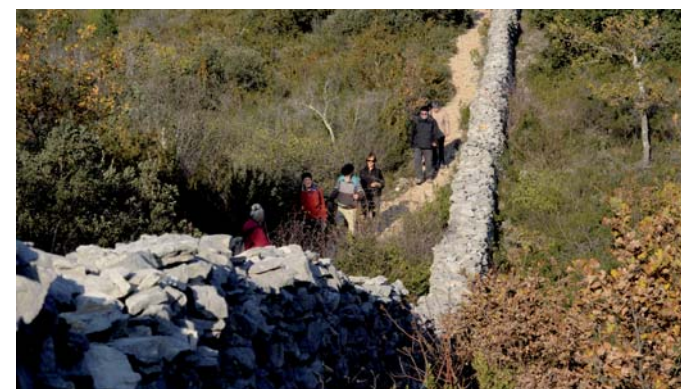
Exemple d'inventaire cartographié de cabanes, de mur remarquable et de zone de restanques sur un fond cadastral, à annexer au PLU pour identifier les constructions protégées

tionnées dans l'inventaire annexé au PLU, est strictement interdite sauf autorisation exceptionnelle dûment justifiée et délivrée par le Maire dans le cas d'une demande de permis de démolir ».

Un patrimoine à protéger durablement

Un document d'urbanisme est révisable et les protections qu'il édicte ne sont pas pérennes. D'autres moyens juridiques sont mobilisables pour protéger durablement des « sites remarquables de la pierre sèche », voire des édifices exceptionnels. On fait appel dans ces cas-là à des dispositions du Code de l'environnement et du Code du patrimoine.

L'inscription sur la liste départementale « des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général » est une servitude d'utilité publique prise par un arrêté ministériel après avis favorable de la Commission départementale de la nature, des sites et des paysages. C'est un mode de protection assez souple et facile à mettre en œuvre, beaucoup moins contraignant que le classement. Il suppose un avis simple de l'Architecte des Bâtiments de France pour tous travaux nécessitant une autorisation. En cas de risque majeur, tout ou partie d'un « site inscrit » peut faire l'objet d'un classement. Art. L.341-1 à L.341-22 du Code de l'environnement



Entre Lagnes et Cabrières, le « site inscrit » du mur de la peste mis en valeur par Pierre Sèche en Vaucluse, est une bande de 200m de large et longue d'1 km

L'inscription ou le classement au titre des monuments historiques, s'applique à des édifices présentant un caractère architectural exceptionnel, pour l'art de bâtir ou la rareté typologique. À titre d'exemple, le Village des bories à Gordes a été classé en raison de son caractère très rare de hameau, de la typologie variée de ses constructions et de leur bon état de conservation. Code du patrimoine : Art. L.621-1 et suivants pour un classement, L.621-25 et suivants pour une inscription

Le patrimoine en pierre sèche peut faire partie d'une aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP), forme de protection du même type que le site mais assortie d'un règlement architectural à partir duquel sont délivrées les autorisations de travaux par l'Architecte des Bâtiments de France. Elle remplace la ZPPAUP. L'étude d'une aire nécessite l'établissement d'un rapport de présentation du patrimoine et d'un règlement, justifiés par un ensemble remarquable. Art. L 642 du Code du patrimoine



Le Village des bories, à Gordes, est classé monument historique

Un patrimoine à valoriser par l'acquisition foncière



Caromb, ENS du Paty : ancienne fontaine du site pastoral, réhabilités par le CFPPA de Carpentras-Serres

Les Espaces naturels sensibles des départements (ENS) sont un mode de protection assorti d'un plan de gestion, l'espace patrimonial étant acquis par la puissance publique en vue de son « ménagement » et de son ouverture au public.

Les communes peuvent proposer des zones de préemption foncière, le Département décidant ensuite la délimitation des périmètres à l'intérieur desquels il acquerra les parcelles à la vente, grâce au produit d'une taxe spéciale. Les communes pourront en assurer la gestion par délégation. Ainsi à Caromb le site du Paty qui, sur ses 200 ha, comprend un important patrimoine de bancaous plantés d'oliviers ainsi que de nombreuses cabanes de berger occupant un ancien site pastoral. Art. L.142-1 et suivants du Code de l'urbanisme